

	<p>MARCHE N° 2025-1154 (lot 1)</p> <p>Appel d'offres ouvert (En application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique)</p>
---	--

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE SERVICES

**Mise à disposition temporaire de personnels en ingénierie logicielle pour le
Centre Inria de l'université Grenoble-Alpes**

**Lot 1 – Mise à disposition temporaire de personnel en ingénierie logicielle pour
le projet DeepGreen**

CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES
Inovallée, Avenue de l'Europe,
38334 Montbonnot Saint Martin

Sommaire

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 – Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.4 – Co-traitance	4
2 - Cadre procédural et contractuel	4
2.1 - Mode de passation	4
2.2 – Forme du marché	4
2.3 – Montant de l'accord-cadre	4
2.4 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée du marché et délais d'exécution	5
4 – Obligations de confidentialité et respect du secret	5
5 – Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
5.2 – Modalité de révision des prix	5
5.3 – Avances.....	6
6 – Personnel mis à disposition par le Titulaire.....	6
6.1 – Respect du règlement intérieur.....	6
6.2 - Dispositions relatives à la personne nommément désignée	7
7 - Sous-traitance	7
8 – Opérations de vérification	7
8.1 Déroulement des opérations de vérification	7
8.2 Décisions après opérations de vérification	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 Acomptes.....	8
9.2 Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des sous-traitants.....	9
10 – Propriété intellectuelle et utilisation des résultats	9
10.1 – Définitions préalables.....	9
10.2 – Régime des développements	10
10.2.1 Régime des développements antérieurs.....	10
10.2.2 Régime des développements	10
11 - Pénalités	11

11.1 - Pénalités de retard	11
11.2 - Pénalités pour non-respect des dispositions du code du Travail en matière de travail dissimulé.....	11
11.3 - Autres pénalités	11
12 - Assurances.....	12
13 - Résiliation du contrat	12
13.1 - Conditions de résiliation du marché	12
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
14 - Règlement des litiges et langues.....	12
15 – Clause de réexamen	13
15.1 - Mise en œuvre quel que soit son impact financier	13
15.2 - Mise en œuvre avec un impact financier limité	13
15.3 - Mise en œuvre dans le cadre du remplacement d'un Titulaire initial	13
16 – Dérogations	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Mise à disposition temporaire de personnels en ingénierie logicielle pour le Centre Inria de l'université Grenoble-Alpes. Lot 1 – Mise à disposition temporaire de personnel en ingénierie logicielle pour le projet DeepGreen

Lieu d'exécution :

CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

Inovallée, Avenue de l'Europe,
38334 Montbonnot Saint Martin

1.2 – Décomposition du contrat

Le marché est décomposé en deux lots distincts, comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Mise à disposition temporaire de personnel en ingénierie logicielle pour le projet DeepGreen
2	Mise à disposition temporaire de personnel en ingénierie logicielle pour les futurs projets

Chaque lot donnera lieu à la formalisation d'un marché distinct. Le présent CCAP est applicable au lot 1 uniquement.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.4 – Co-traitance

En cas de groupement conjoint, un mandataire solidaire devra être proposé.

2 - Cadre procédural et contractuel

2.1 - Mode de passation

Le présent marché est formalisé suite à une consultation passée sous forme d'appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123 du Code de la commande publique.

2.2 – Forme du marché

Le contrat est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. Il s'exécute par réalisation des prestations décrites dans le CCTP, rémunérées au tarif journalier moyen indiqué dans le Bordereau des Prix unitaires. Un bon de commande sera envoyé au Titulaire afin de préciser la durée exacte de la mise à disposition.

2.3 – Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre résultant de l'attribution du lot 1 ne fixe aucun minimum en valeur ou en quantité, et prévoit un maximum fixé en valeur à 500 000 € HT. Ce maximum en valeur est applicable sur la durée totale de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction incluses.

2.4 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE)

- Le Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'offre financière du Titulaire sous forme de Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du Titulaire (cadre de mémoire technique complété et tout document annexe proposé par le Titulaire et accepté par le Pouvoir Adjudicateur).

En cas de litige entre les parties, seules feront foi les versions originales des pièces contractuelles détenues par le Pouvoir Adjudicateur.

Aucune autre clause administrative, notamment issue d'un document émanant du Titulaire, ne saurait revêtir de caractère contractuel.

3 - Durée du marché et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 2 ans à compter de la date de sa notification. Il se reconduit tacitement au maximum 2 fois, chaque période de reconduction ayant une durée d'un an. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le Pouvoir Adjudicateur au plus tard 2 mois avant l'échéance de la période en cours.

Si les conditions sont remplies, une prolongation des délais d'exécution pourra être accordée au Titulaire en application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4 – Obligations de confidentialité et respect du secret

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Cette obligation de confidentialité est applicable à tous les agents du Titulaire et de ses sous-traitants le cas échéant.

5 – Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application du tarif journalier moyen indiqué dans le BPU, multiplié par le nombre de jours de mise à disposition. Le tarif journalier moyen comprend la rémunération du profil mis à disposition et la rémunération du Titulaire, ainsi que toutes les dépenses et charges mentionnées à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS.

Le cas échéant, les frais induits par le recours à de la co-traitance ou de la sous-traitance sont également inclus dans les prix ainsi remis.

5.2 – Modalité de révision des prix

Le tarif journalier moyen est fixe pendant 2 ans à compter de la date de la notification du marché (soit la durée ferme du marché).

Le tarif journalier moyen peut être révisé une fois, à compter du 1^{er} jour de la période reconductible. Le tarif journalier moyen ainsi révisé sera applicable pour les 2 années de reconduction, le cas échéant.

La révision du tarif journalier moyen s'opère par application de la formule suivante :

$$Tr = To \times (0,5 + (ICHT1 \div ICHTo))$$

Formule dans laquelle :

- Tr = Tarif journalier moyen révisé

- To = Tarif journalier moyen initial (à la date de notification du marché)
- ICHT1 = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565195. L'indice retenu sera le dernier indice publié à la date de la demande de révision
- ICHTo = Même indice de référence que ICHT1. L'indice retenu sera l'indice affecté au mois durant lequel le marché aura été notifié.

La révision des prix est une simple faculté pour le Titulaire, le tarif journalier moyen initial pouvant ne pas être révisé.

De même, le Titulaire pourra proposer, au titre de sa demande de révision, un tarif journalier inférieur à celui résultant de l'application de la formule de révision indiquée ci-dessus.

En toute hypothèse, si le Titulaire souhaite procéder à une révision du tarif journalier moyen, il doit en faire la demande officielle au Pouvoir Adjudicateur, au plus tard 1 mois avant la prise d'effet de la révision. Le non-respect de ce délai limite pourra entraîner le refus de la demande de révision.

5.3 – Avances

Conformément à l'article 11.1, option A, du CCAG-FCS, le Titulaire (et son sous-traitant le cas échéant) peut bénéficier du versement d'une avance pour tout bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Si le Titulaire a droit au versement d'une avance en application du présent article, il peut toutefois décider d'y renoncer, en l'indiquant dans l'acte d'engagement.

Le montant l'avance représente 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Toutefois, si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de cette avance est porté à 30%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6 – Personnel mis à disposition par le Titulaire

6.1 – Respect du règlement intérieur

Le personnel mis à disposition est tenu de respecter le règlement intérieur d'Inria. Toute manquement pourra être sanctionné par l'application de pénalités correspondantes.

6.2 - Dispositions relatives à la personne nommément désignée

Le Titulaire aura nommément désigné dans son offre la personne mise à disposition pour assurer les prestations.

Dans l'hypothèse où la personne initialement mise à disposition serait dans l'impossibilité absolue d'accomplir sa mission, que ce soit temporairement ou définitivement :

- Le Titulaire en informe sans délai le Pouvoir Adjudicateur et prend toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de la bonne exécution des prestations ;
- Le Titulaire propose au Pouvoir Adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le *curriculum vitae* dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le Pouvoir Adjudicateur si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours suivant la date de la proposition de remplacement.
Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de récusation pour proposer un autre remplaçant.
La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

La mise en place du présent article ne saurait s'accompagner d'une revalorisation du tarif journalier moyen initial, sauf acceptation expresse de la part du Pouvoir Adjudicateur et sous réserve qu'aucune solution valable de remplacement à un tarif constant ne soit possible.

La proposition tardive ou la non-proposition d'un remplaçant pourra entraîner l'application des pénalités correspondantes, mais également une exécution du marché aux frais et risques du Titulaire, le cas échéant.

7 - Sous-traitance

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du CCAP. La sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

Par ailleurs, le marché étant réservé, la sous-traitance des prestations ne pourra être consentie qu'auprès d'entités répondant aux critères mentionnés à l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique.

Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit soumettre son sous-traitant pour acceptation écrite de Inria avant tout commencement d'exécution.

8 – Opérations de vérification

8.1 Déroulement des opérations de vérification

Les opérations de vérification sont approfondies et doivent permettre au pouvoir adjudicateur :

- De contrôler que le Titulaire a bien respecté son obligation de moyens.
- De contrôler que le titulaire a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge.
- De contrôler, par rapport aux stipulations du marché, la validité qualitative et quantitative des prestations assurées par le personnel mis à disposition.

Les opérations de vérifications finales sont effectuées à l'issue du de chaque bon de commande, lorsque la mission de la personne mise à disposition est terminée. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, la décision d'admission des prestations ne donnera pas lieu à un PV de réception, mais sera acquise passé un délai de 15 jours en l'absence de décision contraire.

8.2 Décisions après opérations de vérification

Suite aux opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées par les articles 29 et 30 du CCAG-FCS. Toutefois, le prononcé de l'admission des prestations ne donnera pas lieu à la formalisation et la signature d'un procès-verbal dédié.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 Acomptes

L'exécution des prestations donne droit au versement d'acomptes, qui n'ont pas le caractère de paiements partiels définitifs.

Les acomptes sont versés mensuellement, et se rapportent aux prestations réalisées sur le mois venant de s'écouler. Les acomptes sont réglés sous réserve d'une demande préalable de paiement effectuée par le Titulaire, dont les conditions de présentation sont précisées dans les articles qui suivent.

Le montant des acomptes versés tout au long de l'exécution du marché sera déduit de la demande finale de paiement.

9.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures, sous format PDF ou XML, devront être dématérialisées via le Portail Chorus Pro 2017 : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Outre les mentions légales, les factures afférentes au marché porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Le numéro SIRET d'Inria n° **180 089 047 00013**
- **La référence du numéro du marché et du bon de commande de référence,**
- La nature et la période d'exécution des prestations facturées,
- Les nom, raison sociale et adresse du créancier,
- Le numéro SIRET, forme juridique et capital de votre entreprise,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- Les dates d'exécution des prestations,
- Le montant en euros HT des prestations,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et le numéro de la facture,
- Le cas échéant, l'application des réfections, rabais ou remises,
- Le prix net résultant,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur, le montant des prestations effectuées,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix,
- Le numéro de TVA intracommunautaire de l'Inria : FR45180089047.

NB : Les questions relatives au paiement seront adressées à la cellule d'accueil des fournisseurs au service dépenses Inria soit :

Par courriel : sd-fournisseurs@inria.fr

Par téléphone : 04.76.61.55.08.

Par courrier (également adresse de facturation) :

INRIA – COMPTABILITE FOURNISSEUR
DOMAINE DE VOLUCEAU
78150 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

Important : tout changement de domiciliation bancaire doit être signalé au Service Administratif et Financier avant de figurer sur la facturation.

Le comptable assignataire des versements est : L'Agent Comptable d'Inria.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement est le Président d'Inria.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve de conformité et après service fait.

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'un retour et entraînera une suspension du délai de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

10 – Propriété intellectuelle et utilisation des résultats

Le Titulaire s'engage à vérifier que l'ensemble des personnes physiques qu'il emploie ou à qui il confie des tâches relevant du marché attribué lui cèdent l'ensemble des droits nécessaires à l'application des clauses ci-dessous.

Le Titulaire garantit le Pouvoir Adjudicateur contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée, sauf stipulation différente du marché, au montant hors T.V.A. du marché.

10.1 – Définitions préalables

L'exécution du marché suppose diverses formes de développements :

- Des développements antérieurs, standards ou non, qui ont été réalisés par le Pouvoir Adjudicateur ou des tiers avant que le marché lui soit attribué, ci-après désignés par les « Développements Antérieurs ». Ces Développements Antérieurs, bien qu'utiles à l'exécution du présent marché, n'ont pas été conçus spécifiquement à destination de celui-ci. Le Titulaire

s'engage à ne pas incorporer de Développements Antérieurs lui appartenant ou appartenant à des tiers dans les Développements.

- Des développements, qui ont été réalisés exclusivement par le Titulaire dans le cadre de l'exécution même du marché ci-après désignés les « Développements ». Ces Développements ont pour objet de répondre directement aux besoins exprimés par le présent marché.

10.2 – Régime des développements

10.2.1 Régime des développements antérieurs

Les Développements Antérieurs et leurs éventuels droits de propriété intellectuels et/ou industriels associés sont la propriété du Pouvoir Adjudicateur, sous réserve du droit des tiers.

Le Pouvoir Adjudicateur accorde au Titulaire pour les besoins exclusifs du marché, sous réserve des droits des tiers, une licence d'utilisation des Développements Antérieurs.

Cette licence d'utilisation sera gratuite, non exclusive, non cessible et sans droit de sous-licencier, sauf autorisation écrite du Pouvoir Adjudicateur et limitée à la durée et aux besoins du marché.

10.2.2 Régime des développements

Sont ici concernés les résultats issus de l'exécution du marché. Le Titulaire cède, au Pouvoir Adjudicateur, à titre exclusif, les droits de propriété intellectuelle ou de propriété industrielle qu'il détient, permettant d'utiliser ou faire utiliser les Développements, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour tous usages et pour le monde entier. Le prix de cette cession est compris dans le montant du marché.

Cette cession comprend notamment les droits de :

- Reproduire, adapter, modifier, arranger tout ou partie des Développements, individuellement ou ensemble, et de leurs adaptations, sur tous supports et par tous moyens,
- Exploiter ou faire exploiter tout ou partie des Développements, individuellement ou ensemble, et de leurs adaptations par tous moyens et de mettre ou faire mettre en circulation dans le monde entier tout ou partie des Développements, individuellement ou ensemble, et de leurs adaptations par tous moyens de communication au public et par le biais de tous supports,
- Représenter ou faire représenter tout ou partie des Développements, individuellement ou ensemble, et de leurs adaptations en toutes langues, langages informatiques et en tout pays, sur toute plateforme et selon toute norme technique actuelle ou future,
- Communiquer ou faire communiquer au public tout ou partie des Développements, individuellement ou ensemble, et de leurs adaptations par tout procédé, payant ou gratuit, direct ou indirect, actuel ou futur, et de diffuser ou faire diffuser tout ou partie des Développements et de leurs adaptations, individuellement ou ensemble, sur des réseaux internes ou privés, par toute personne et à titre gratuit ou onéreux
- Pouvoir procéder aux opérations d'archivage public.

Pour les Développements qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.

La notion de Développements au sens du présent marché concerne également des résultats inachevés du fait de la résiliation anticipée du marché ou de la défaillance d'un membre du groupement, que ces résultats inachevés aient été payés ou non par le Pouvoir Adjudicateur. Le cas échéant, le Titulaire ne

pourra ni divulguer ces résultats inachevés, ni faire obstacle à leur utilisation par le Pouvoir adjudicateur.

Pour permettre l'exercice effectif des droits ainsi cédés, le Titulaire s'engage à fournir le code en format source des programmes informatiques intégrés dans les Développements.

Sauf exception prévue par la loi française, le Titulaire ne peut faire aucun usage des Développements et ne peut les communiquer à aucun tiers.

11 - Pénalités

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur. A défaut, le Titulaire en sera exonéré.

11.1 - Pénalités de retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé, par le fait du titulaire (ou de la personne mise à disposition), celui-ci encourt, par jour de retard une pénalité correspondant à 1/1000^e du montant du bon de commande, en euros hors taxes et hors variation de prix. La pénalité est appliquée après que le titulaire ait été invité à présenter ses observations sur le retard dans les conditions précisées à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités ne pourra excéder 10 % du montant hors taxes du bon de commande relatif aux prestations concernées par l'application de la pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.2 - Pénalités pour non-respect des dispositions du code du Travail en matière de travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé¹ par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant maximum HT du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail² en matière de travail dissimulé.

11.3 - Autres pénalités

Cause	Montant des pénalités appliquées	Modalités particulières d'application
Absence injustifiée à une journée de travail	100 € HT par cas constaté	Après mise en demeure préalable
Non-respect des consignes ou règles de sécurité du site	100 € HT par cas constaté	Après mise en demeure préalable
Non déclaration de sous-traitance	1000€ HT par cas constaté	Après mise en demeure préalable
Non-présentation d'un remplaçant dans les délais imposés en cas d'empêchement du profil initialement proposé	200 € HT par jour de retard	Après mise en demeure préalable

¹ Articles D. 8222-5, D. 8222-7, D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail

² Articles D.8222-5, D.8222-7, D.8254-2 à D.8254-7 du Code du travail

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. Il est précisé que toutes les dispositions des articles 38 à 41 du CCAG-FCS dans lesquelles sont indiqué « Le Titulaire » doivent s'entendre comme « Le Titulaire et/ou la personne mise à disposition » au sens du présent marché. Cette précision ne constitue pas une dérogation aux articles du CCAG-FCS concernés.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat.

Tout litige n'ayant pu être réglé par la voie amiable sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Grenoble.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 – Clause de réexamen

Une clause de réexamen, au sens de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, pourra être mise en œuvre afin de modifier les clauses initiales du marché.

Quel que soit le cas justifiant sa mise en œuvre, la présente clause de réexamen sera formalisée par le biais d'une modification de marché.

La clause de réexamen ne constitue pas un droit pour l'une ou l'autre des parties : sa mise en œuvre résulte nécessairement d'un commun accord.

Cette clause de réexamen pourra être mise en œuvre dans les cas limitatifs suivants :

15.1 - Mise en œuvre quel que soit son impact financier

La clause de réexamen sera mise en œuvre, qu'importe son impact sur le montant maximum initial de l'accord-cadre, dans les cas suivants :

- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées à une évolution légale et/ou réglementaire
- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées afin d'assurer la sécurité des biens et/ou des personnes.
- Dans le cas où les clauses initiales du marché devraient obligatoirement être adaptées à une évolution technique, technologique et/ou scientifique.

15.2 - Mise en œuvre avec un impact financier limité

La clause de réexamen sera mise en œuvre, sous réserve qu'elle n'entraîne pas une hausse du montant maximum initial de l'accord-cadre supérieure à 50 %, dans les cas suivants :

- Dans le cas d'une évolution importante et imprévue du projet DeepGreen, d'une manière telle que les missions initiales confiées à la personne mise à disposition devraient nécessairement être adaptées ou nécessiteraient la mise à disposition de personnes supplémentaires.
- Dans le cas d'une modification de la durée d'incubation du projet, qui impacterait de manière importante et imprévue la durée nécessaire de mise à disposition du personnel.

Dans le cas où plusieurs modifications successives seraient prises en application du présent article, l'impact cumulé de ces modifications ne devra pas entraîner une hausse de plus de 50 % du montant maximum initial de l'accord-cadre.

Dans le cas où il y aurait plusieurs modifications basées d'une part sur le présent article et d'autre part sur des bases distinctes (autres articles du présent CCAP, dispositions du Code de la commande publique) seul l'impact des modifications issues du présent article ne devrait pas entraîner une hausse du montant maximum initial de l'accord-cadre supérieure à 50%. Le cas échéant, la possibilité de mise en œuvre du présent article sera étudiée comme suit :

- L'impact financier maximal de la ou des modification(s) cumulées issue(s) du présent article sera défini via le calcul suivant : (montant maximum initial de l'accord-cadre en € HT x 1,50) – (montant maximum initial de l'accord-cadre en € HT)
- L'impact financier maximal résultant du calcul précédant représentera la hausse maximale résultant de la seule modification ou des modifications successives issue(s) du présent article.

15.3 - Mise en œuvre dans le cadre du remplacement d'un Titulaire initial

Le présent article s'applique tant au cas de remplacement du Titulaire initial unique, qu'au remplacement d'un membre du groupement.

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, le Pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne donnera pas lieu à la modification des stipulations techniques, administratives ou financière initiales.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

En cas d'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Pouvoir Adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- Soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- Soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

16 – Dérogations

Les articles du CCAG-FCS auxquels déroge le présent CCAP sont les suivants :

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
8.1	28.2
11.1	14.1.3